

**Département de l'Isère
Canton de l'Oisans
Commune LES DEUX ALPES**

DELIBERATION N° 2021-097

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 20 juillet 2021

L'an deux mille vingt et un, le 20 juillet à 18h30,

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 16 juillet 2021, a tenu une réunion en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

Etaient présents : Christophe AUBERT, maire,

Éric GRAVIER, Patrick PELLORCE, Cécile NEYRAUD, adjoints

Pierre BALME, maire délégué de Venosc,

Laurent GIRAUD, Anne MILLET, Paul VAN LEEUWEN, Enrica TASSO, Céline VALETTE, Fabien VEYRAT, Jocelyne MARTIN, conseillers municipaux.

Etaient absents : Agnès ARGENTIER, Ugo MOUNIER, Camille DURDAN, André GARDEN, Pascal ESPITALIER.

Etaient représentés dans le cadre d'une procuration :

Françoise MOREAU donne pouvoir à Laurent GIRAUD

Jean-Luc BISI donne pouvoir à Christophe AUBERT

Marie-Hélène COING donne pouvoir à Éric GRAVIER

Angélique AGUILAR donne pouvoir à Jocelyne MARTIN

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil : Mme Anne MILLET et Mme Jocelyne MARTIN ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignées pour remplir ces fonctions qu'elles ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

DOMAINE : DOMAINE et PATRIMOINE – 3.5.2 – Acte d'occupation du domaine public

Objet : Convention pour l'aménagement d'une portion de voie communale pour l'accès à la carrière des Ougiers

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 2121-29,

VU le Code de la voirie routière, notamment l'article L141-9,

VU la convention jointe à la présente délibération.

Monsieur le Maire expose :

La société Carrières et Matériaux Sud-Est exploite la carrière située au lieudit Les Ougiers qui est desservie par une voie appartenant au domaine public communal partant de la RD530 et arrivant à l'entrée de la piste interne de la carrière après avoir traversée la zone d'activité des Ougiers.

En raison de cette exploitation, cette route est régulièrement empruntée par de nombreux poids lourds alors qu'elle n'a pas été conçue à cette fin et le trafic occasionne également des envols de poussières.

Elle est aujourd'hui dégradée et comme le stipule l'article L141-9 du Code la voirie routière :
*« Toutes les fois qu'une voie communale entretenue à l'état de viabilité est habituellement ou temporairement soit empruntée par des véhicules dont la circulation entraîne des détériorations anormales, soit dégradée par des exploitations de mines, de carrières, de forêts ou de toute autre entreprise, il peut être imposé aux entrepreneurs ou propriétaires des contributions spéciales, dont la quotité est proportionnée à la dégradation causée.
Ces contributions peuvent être acquittées en argent ou en prestation en nature et faire l'objet d'un abonnement »*, la commune entend faire procéder aux réparations par l'exploitant qui a accepté mais sous la forme exclusive de travaux.

Pour formaliser les conditions techniques et administratives de la prestation demandée qui sera réalisée sous maîtrise d'ouvrage de la commune, la société CMSE propose de conclure une convention.

Le conseil municipal ayant entendu cet exposé, après en avoir délibéré et après que Monsieur le Maire ait demandé à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir, à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** la convention pour l'aménagement d'une portion de voie communale pour l'accès à la carrière des Ougiers,
- **AUTORISE** le maire à signer la convention susvisée.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme,
Le maire, Christophe AUBERT



Convention pour l'aménagement d'une portion de voie communale pour l'accès à la carrière des Ougiers sur la commune Les Deux Alpes

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

- La **Commune Les Deux Alpes**, située 48 avenue Muzelle, LES DEUX ALPES (38860), représentée par son Maire en exercice, Monsieur Christophe AUBERT, dûment habilité, par délibération n° 2021-097 du 20 juillet 2021

Ci-après dénommée « la commune »,
D'une part,

ET

- **CARRIERES & MATERIAUX SUD-EST - CMSE**, société par actions simplifiées au capital de 17 637 624 euros, dont le siège social est sis 855 rue René Descartes, à AIX-EN-PROVENCE (13100), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix-en-Provence sous le numéro 344 843 859, représentée par Monsieur Guillaume GERBAUD, agissant en qualité de Président (Annexe 1 – Kbis)

Ci-après dénommée « l'Exploitant »,
D'autre part,

La commune et l'exploitant étant ci-après conjointement dénommés « les Parties ».

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUIT

La société **CARRIERES & MATERIAUX SUD-EST** exploite une carrière au lieudit « Les Ougiers » sur la commune Les Deux Alpes conformément à l'arrêté préfectoral n° DDP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 portant autorisation environnementale pour le renouvellement et l'extension d'exploitation d'une carrière de roche massive et d'éboulis, délivré par la préfecture de l'Isère.

Cette carrière est desservie par une voie appartenant au domaine public communal, partant de la RD530 et se terminant à l'entrée de la piste interne de la carrière après avoir traversée la zone d'activité des Ougiers.

En raison de l'exploitation de la carrière des Ougiers, cette route est empruntée de façon régulière par de nombreux poids lourds. Elle n'a toutefois pas été conçue à cette fin et est aujourd'hui dégradée, ce qui peut nuire à la sécurité des usagers. Ce trafic occasionne par ailleurs des envols de poussière.

La commune souhaite par conséquent faire procéder aux réparations des dégradations et entend mettre à contribution l'exploitant, sur le fondement de l'article L. 141-9 du Code de la voirie routière. Cette mise à contribution sera proportionnée à la dégradation causée par l'activité de la carrière des Ougiers.

L'exploitant entend apporter sa contribution sous la forme exclusive d'une prestation en nature (travaux). Il apporte par ailleurs son concours et propose de procéder en sus à l'amélioration de cette

voie en relation avec le trafic prévisionnel de son activité dans le cadre de la demande de renouvellement et d'extension de la carrière en cours d'instruction par les services de l'Etat. Cette mission supplémentaire, qui ne donnera pas lieu à paiement, a pour but de garantir une bonne tenue de la voirie sur le long terme.

Les parties s'étant entretenues, elles ont convenu l'accord amiable tel que défini par l'article L.141-9 du Code de la voirie routière et par la présente convention.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1- Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et administratives par lesquelles seront réalisés les travaux de reprise des dégradations de la voie communale permettant l'accès à la zone d'activité des Ougiers.

Elle détermine par ailleurs les conditions de réalisation des travaux de recalibrage et de renforcement de cette même voie.

L'ensemble des travaux exécutés par l'exploitant sera effectué depuis la carrière.

ARTICLE 2 – Pièces contractuelles

Les documents contractuels sont les suivants et prévalent dans l'ordre énuméré ci-après, y compris pour les annexes :

1. La présente convention, ses annexes ainsi que ses éventuels avenants
 - Annexe 1 – Kbis de l'exploitant
 - Annexe 2 – plan des travaux
2. Le descriptif technique des travaux tel qu'il est décrit à l'article 5.2

ARTICLE 3 – Descriptif des travaux

3.1 – Tracé en plan de l'aménagement de la portion de voie communale des Ougiers

Le tracé des travaux, objet de la présente convention, est matérialisé sur le plan joint en annexe 2.

3.2 – Aménagement concerné

La longueur de la portion de voie reprise est d'environ 430 m pour une surface de 2626 m².

ARTICLE 4 – Maîtrise d'ouvrage

Les travaux seront réalisés en totalité sous maîtrise d'ouvrage de la commune Les Deux Alpes.

ARTICLE 5 – Répartition des missions entre les parties

5.1 – Missions à charge de la commune

La commune fait son affaire de l'exécution des travaux suivants :

- Les travaux de décaissement nécessaire à la mise en place d'une couche de forme,

- La fourniture et la pose d'une couche de forme en grave 0/80 d'épaisseur suffisante à la stabilité du chemin communal au trafic prévu.

Par ailleurs, le coût des déplacements éventuels des réseaux nécessaire à l'ensemble de l'opération ou leur protection renforcée, sera à la charge de la commune.

5.2 – Missions à la charge de l'exploitant

L'exploitant fait son affaire de l'exécution des travaux suivants :

- La fourniture et pose d'une couche de réglage en grave 0/20 sur une épaisseur de 5 cm,
- La fourniture et pose d'une couche de roulement en enrobé, correspondant à 2626 m² d'enrobé 0/10 à 120 kg/m² y compris cylindrage.

ARTICLE 6 - Définition de la contribution spéciale

Les travaux de reprise exécutés par l'exploitant participeront au règlement en nature de la contribution spéciale prévue à l'article L. 141-9 du Code de la voirie routière.

Par conséquent, ils ne feront l'objet d'aucune participation financière de la part de la commune.

Les travaux exécutés portant amélioration de la voirie sont exécutés à titre gracieux par l'exploitant, qui ne recevra aucune indemnisation de la commune.

ARTICLE 7 – Délai de réalisation

Les travaux définis à l'article 5.2 devront être exécutés au mois de juillet, sous réserve de l'intervention en amont des travaux préparatoires à la charge de la commune.

L'absence de respect de ce délai n'entraînera l'application d'aucune pénalité financière.

ARTICLE 8 – Réception des travaux

8-1 – Mise à disposition

L'exploitant pourra, à la demande de la commune, lui mettre à disposition l'ouvrage non encore achevé afin notamment de lui permettre d'exécuter ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs, des travaux autres que ceux qui font l'objet de la présente convention.

Avant la mise à disposition de l'ouvrage ou partie d'ouvrage, un état des lieux sera dressé contradictoirement entre les parties.

Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire sera dressé.

Sous réserve des conséquences des malfaçons qui lui sont imputables, l'exploitant n'est pas responsable de la garde de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage pendant toute la durée où il sera mis à la disposition de la commune.

8.2 – Réception des travaux

Dès l'achèvement des travaux définis à l'article 5.2, l'exploitant le notifiera à la commune.

Les parties conviendront alors d'une date de réception, dans un délai de vingt jours à compter de la date de réception de la notification par la commune.

Il sera établi contradictoirement un procès-verbal de réception, faisant figurer les éventuelles réserves de la commune, emportant le transfert de la garde de l'ouvrage et le départ des délais de garanties légales.

ARTICLE 9 – Entretien

La commune assurera l'entretien et la maintenance normale de la section de chemin concernée. L'article L.131-8 du Code de la voirie routière reste toutefois applicable.

ARTICLE 10 – Conditions suspensives

La présente convention est conclue sous les conditions suspensives suivantes :

- Purge de tous les délais de recours sur les actes administratifs (arrêté préfectoral et délibérations communales).

ARTICLE 11 – Résiliation

Il est convenu qu'en cas de manquement par l'une des parties à l'une des obligations contractuelles, la convention pourra être résiliée par l'autre partie, de plein droit avec effet immédiat, à l'expiration d'une période de trente jours à compter de la réception par la partie défaillante d'une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de se conformer à ses obligations, sauf s'il a été porté remède au dit manquement dans ce délai.

ARTICLE 12 – Litiges

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

En cas de difficultés engendrées par l'application de la présente convention, les parties déclarent, préalablement à la saisine du juge compétent, avoir recours à la conciliation amiable.

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Grenoble.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Les Deux Alpes, le

Pour le bailleur,
Le Maire
Christophe AUBERT

Pour le preneur,
le Président de la société CMSE
Guillaume GERBAUD